

Sommaire

Introduction	7
<i>Marc Humbert</i>	
En guise de prologue. Vers le convivialisme	15
<i>Alain Caillé</i>	
1 Stratégies de transition vers le bien-vivre face aux démesures dominantes	25
<i>Patrick Viveret</i>	
2 La voie de la décroissance. Pour une société d'abondance frugale	43
<i>Serge Latouche</i>	
3 Du convivialisme vu comme un socialisme radicalisé et universalisé (et réciproquement)	73
<i>Alain Caillé</i>	
4 Convivialisme, politique et économie. Ivan Illich et le « bien vivre ensemble »	99
<i>Marc Humbert</i>	

**Annexe I — Ivan Illich, une figure importante
de la critique de la société industrielle 131**

Denis Clerc

**Annexe II — Quels indicateurs de richesse
alternatifs ? 139**

**IIa — Les indicateurs de richesse
alternatifs : une fausse bonne idée ?**

Réflexions sur les incertitudes
de la gestion par le chiffre 141

Alain Caillé

**IIb — Élaborer ensemble des outils pour
construire une société plus conviviale.**

D'une expérience de terrain
à une réflexion théorique 167

Michel Renault

Introduction

Marc Humbert

« Seul, dans sa fragilité, le verbe peut rassembler la foule des hommes pour que le déferlement de la violence se transforme en reconstruction conviviale. »

Ivan ILLICH¹

Les discours à la fois élaborés et fortement critiques sur différents points du fonctionnement et de la conduite de nos sociétés se font de plus en plus nombreux et alarmants. Ils parviennent parfois sur le devant de la scène médiatique mondiale – comme en atteste par exemple l'écho donné aux Rapports Stern ou Stiglitz – et semblent alors être écoutés jusque dans les plus hautes sphères politiques. Quelques idées sont même devenues des slogans planétaires, comme celle de *développement durable*, avancée en 1987 dans le Rapport Brundtland. Mais aucune de ces idées n'a été

1 *La convivialité*, Paris, Le Seuil, 1973, p. 157.

en définitive jugée suffisamment convaincante pour que soient effectivement mises en œuvre les mesures radicales qu'elles appellent et qui permettraient d'avancer dans les directions espérées, comme en témoigne, par exemple, le récent échec du sommet de Copenhague (décembre 2009), pourtant inauguré dans une belle euphorie.

Pour faire vraiment bouger les lignes, il convient, selon toute vraisemblance, de ne pas en rester à un simple éventail de diagnostics critiques sur tel ou tel point particulier, mais de considérer que c'est l'ensemble du fonctionnement et de la conduite de nos sociétés qui est défectueux et appelle à une révision radicale. De tels diagnostics d'ensemble sont devenus rares depuis que la chute du mur de Berlin semble avoir – au sens invoqué par Fukuyama – sonné la fin de l'Histoire. Il n'y aurait plus qu'une seule manière de faire marcher et de diriger nos sociétés. C'en serait fini non seulement du socialisme, sous toutes ses formes, mais aussi de toutes les idéologies qui se donnent comme telles, car le marché a définitivement triomphé. Le marché ? Les gagnants du moment, si l'on peut dire ainsi, ont en effet abandonné la bannière du capitalisme pour se draper dans celle du marché, de la liberté et de la démocratie, proclamés indissociablement liés.

Les discours et les rêves anticapitalistes qui étaient les seuls à ouvrir une perspective de changement total se retrouvent quant à eux discrédités. S'ils bénéficient ces dernières années d'un certain regain d'audience,

c'est en raison du sentiment qui prévaut, au sein d'une proportion croissante de la population, que la situation s'aggrave et que les remèdes annoncés successivement étant sans effet, la société est engagée dans une voie sans issue. Mais ils ne semblent pas en passe d'accéder à une véritable crédibilité politique planétaire. Si l'on veut donner corps à la résistance des mouvements de la société civile, à l'échelle mondiale, qui veulent garder l'espoir dans l'avenir en proclamant qu'« un autre monde est possible », il faut formuler l'espérance dans un autre langage que celui de l'anticapitalisme².

C'est dans cet esprit que j'ai demandé à quelques collègues français qui me semblaient être de ceux qui sont allés le plus avant dans cette voie, de venir en juillet 2010 débattre ensemble à la Maison franco-japonaise de Tokyo. Je faisais le pari, comme le rappelle la citation d'Ivan Illich en exergue, que « seul, dans sa fragilité, le verbe peut rassembler la foule des hommes pour que le déferlement de la violence se transforme en reconstruction conviviale ». La formulation initiale de l'invitation à débattre était : « Une société où la qualité de la vie serait l'objectif prioritaire de son fonctionnement et de sa conduite est-elle possible ? ». Sous le titre donné à la rencontre, « Vers une société conviviale avancée », la question, légèrement infléchie,

2 Même si le Forum social mondial de Belém donne à penser que ses participants y croient encore puisqu'il se serait achevé en 2009 en prédisant la mort du capitalisme. *Le Monde*, 2 février 2009.

est devenue : quelle société radicalement différente dans son fonctionnement et sa conduite peut-on tenter de construire dont la grande majorité des populations pourrait dire qu'elle est une « bonne société » ?

Le terme de société conviviale fait référence, bien sûr, au célèbre ouvrage d'Ivan Illich, *La convivialité* (1973). Cet ouvrage a été, au début des années 1970, l'un des textes les plus largement diffusés parmi ceux qui incitaient alors à une révision complète des modes d'organisation de nos sociétés³. Ils avaient alerté l'opinion publique sur le fait que les évolutions mondiales en cours nous entraînaient vers une catastrophe et qu'il était grand temps d'entreprendre des changements radicaux. Puis, pendant une trentaine d'années, les analyses et les appels lancés par ces divers livres sont restés sans véritable écho, comme si leurs sombres prophéties avaient été conjurées pour toujours. Mais il faut se rendre à l'évidence : aucune des difficultés redoutables annoncées n'a été véritablement surmontée, aucun des problèmes résolus. Or les échéances se font de plus en plus pressantes. Il faut donc rouvrir à nouveaux frais la discussion engagée par Ivan Illich et se demander

3 Avec celui de SCHUMACHER (1973), *Small is beautiful. A Study of Economics as if People Mattered*, London, Blond & Briggs (traduction française 1978, *Small is Beautiful. Une société à la mesure de l'homme*, Paris, Le Seuil) et le rapport Meadows (1972), Donella H. MEADOWS, Dennis I. MEADOWS, Jorgen RANDERS, William W. BEHRENS III, *The Limits to Growth*, New York, Universe Books, traduction française, *Halte à la croissance*).

comment fabriquer une société plus vivable, plus conviviale en cessant de placer une confiance absolue dans les grands appareils techniques de la modernité – de moins en moins efficaces et conviviaux, de plus en plus contreproductifs –, et en se déprenant de l'espoir que la croissance économique puisse résoudre miraculeusement tous nos problèmes.

Pour avancer dans ce débat, il faut, plus précisément, se mettre en position d'extirper les trois échardes qui s'enfoncent profondément dans la chair de nos sociétés et engendrent de plus en plus de souffrance sans qu'on sache trop bien – comme c'est le cas avec les échardes – d'où elle provient :

- un fonctionnement exclusivement centré sur l'efficacité *utilitariste* ;
- la focalisation sur une *croissance* qui met en péril la nature ;
- et une chosification-marchandisation généralisée qui rend nos sociétés *inhumaines*.

Sur la première plaie, Alain Caillé a accepté, dans la ligne des travaux du MAUSS qu'il pilote (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), de se demander avec nous si la « société bonne » devait être une société anti-utilitariste, et ce que cela peut bien vouloir dire concrètement. Serge Latouche, champion bien connu de la décroissance a, de même, bien voulu débattre, au-delà du slogan, des modalités possibles de construction d'une société dont on aurait extirpé la

déification de la croissance. Patrick Viveret, organisateur tout aussi connu des « Dialogues en humanité », a partagé avec nous ses idées sur ce que serait une société où l'on cultiverait simplicité et art de vivre. Michel Renault, quant à lui, a présenté, dans la lignée des travaux du *Political and Ethical Knowledge on Economic Activities* (PEKEA), une fort instructive expérience de définition collective des critères de la richesse et du bien-être, dans un cadre local et radicalement démocratique⁴.

Les textes rassemblés ici rendent compte du dialogue engagé par leurs auteurs qui ont révisé leurs interventions après avoir échangé entre eux et avec les participants du colloque pendant deux jours. Puis-je ajouter que, en tant qu'organisateur de cette rencontre, mes vœux ont été comblés ? Alors que l'on pouvait craindre de devoir assister, comme c'est trop souvent le cas, à une simple juxtaposition de discours se réclamant, qui de la décroissance, qui de l'anti-utilitarisme, qui encore des indicateurs de richesse alternatifs ou de la simplicité volontaire, j'ai eu le plaisir d'assister à une convergence croissante, amicale et toute conviviale entre Alain Caillé, Serge Latouche et Patrick Viveret

4 Présenté lors du 3^e forum du programme de l'OCDE, « Mesurer le progrès des sociétés », et intitulé « Tracer le progrès, établir des visions, améliorer la vie », le projet mené par Michel Renault dans le cadre de PEKEA a obtenu un « award », le Best New Indicator Initiative for Engaging Citizens : <<http://www.oecd.org/>>

(Michel Renault étant pour sa part absent au début) qui ont reconnu, chose suffisamment rare pour être notée, que ce qui leur était commun l'emportait de beaucoup sur leurs différences. À telle enseigne que l'un d'eux, Alain Caillé je crois, proposa à la fin – et cette proposition fut acceptée également par un petit nombre des participants qui prolongeaient amicalement les discussions – d'inscrire ces différents projets ou visions sous une bannière commune, et suggéra dans cette perspective le nom de *convivialisme*. Que faire pour bâtir une société démocratique et conviviale, bonne à vivre, même si la croissance devait ne plus être là ?

Tel sera, j'en suis sûr, le grand défi du *xxi*^e siècle. Il va nous contraindre à inventer, à leur suite, autre chose que le libéralisme, le socialisme ou le communisme. Et le mot de *convivialisme* n'est sans doute pas mal choisi pour désigner cette autre chose dont nous avons tellement besoin. Vive le *convivialisme*, donc.

En guise de prologue

Vers le convivialisme

Alain Caillé

On a trop oublié que le principal champion et théoricien des Droits de l'homme a été, à la fin du xviii^e siècle, le publiciste anglais Thomas Paine. En 1797, il dédie au Directoire un libelle, *La justice agraire*, dont l'argumentation générale, remarquable, reste malheureusement plus actuelle que jamais. Se demandant, pour commencer, si « l'état de société qu'on intitule orgueilleusement, et peut-être indûment la civilisation, a augmenté ou diminué le bonheur de la race humaine en général », il conclut que la question politique première, à laquelle toutes les autres sont subordonnées, est de savoir comment rendre l'état de société et de civilisation préférable à l'état de nature aux yeux de la grande majorité des êtres humains alors que c'est actuellement, écrit-il, la situation inverse qui prévaut.

Qui peut douter que ce sera là, également, la question première du xxi^e siècle : comment éviter qu'une partie de l'humanité, rendue d'autant plus pauvre que

l'autre sera toujours plus riche, ne préfère systématiquement « l'état de nature », autrement dit la guerre de tous contre tous, à l'état de société ? Et le risque qu'il en soit ainsi sera d'autant plus grand si l'état de société devait se révéler n'être lui-même qu'une autre forme d'état de nature et de guerre, la guerre économique et financière de tous contre tous.

Au-delà des multiples réponses particulières possibles à ce défi, il importe d'appréhender le problème ainsi posé à notre espèce dans sa plus grande généralité. Il réside très probablement dans le fait que les fondements conceptuels et imaginaires de notre conception héritée de la démocratie se révèlent de plus en plus inadaptés à l'échelle et au rythme du monde globalisé. Pour le dire d'un mot, ces fondements sont de type utilitariste individualiste, *i.e.* tout entier organisés à partir de la question : « À quoi ça (me) sert ? ». Dans cette optique, la démocratie est vue comme le fruit d'une libre association entre des individus mutuellement indifférents, cherchant chacun à maximiser son avantage individuel. Le but en est la recherche du plus grand bonheur du plus grand nombre, et le moyen la croissance économique. Le moyen, le couplage d'une économie de marché capitaliste et d'une démocratie parlementaire représentative. C'est ce couplage qui, depuis la chute du Mur de Berlin en 1989, est supposé devoir s'imposer à tous les pays du monde, plus ou moins spontanément ou par contrainte car, en tout état de cause, en l'absence de toute autre forme d'organisation sociale plausible, il incarnerait le fin mot de l'Histoire.

Limites des fondements utilitaristes de la démocratie

Cette interprétation utilitariste de la démocratie, aussi estimable qu'elle soit à divers égards, ne peut cependant pas être à la hauteur des enjeux du XXI^e siècle pour au moins trois séries de raisons principales :

1) À mesure que l'idéal démocratique se mondialise et s'universalise, il rend de plus en plus insupportables l'inégalité et la dissymétrie entre les anciens dominants occidentaux – qui sont aussi souvent les anciens colonisateurs – et les autres pays, nations, cultures ou civilisations. Ce n'est pas seulement le désir d'une égale prospérité matérielle qui va alors s'affirmer avec toujours plus de force, mais aussi, mais surtout celui d'une reconnaissance de la dignité de tous les peuples et de toutes les cultures. Sans elle, on n'évitera pas la guerre de tous contre tous.

2) L'acceptation générale de la démocratie de marché après la Seconde Guerre mondiale a été largement conditionnée par une croissance économique sans précédent qui offrait à tous la perspective d'une mobilité sociale ascendante et donc d'une amélioration inouïe de leur condition matérielle et sociale. Or, en Occident, les ressorts de cette forte croissance sont désormais brisés. La question, redoutable, qui va se poser avec désormais toujours plus d'acuité sera de savoir si l'idéal régulateur démocratique va pouvoir y rester vivace en présence d'une croissance faible ou quasi nulle.

3) Enfin, tout le monde voit bien que, là où la dynamique de la croissance reste encore puissante, dans les BRIC¹ et les pays émergents, rien n'assure qu'elle sera un facteur de démocratisation effective et pérenne. Et surtout, tout porte à croire qu'elle ne sera possible qu'un temps relativement bref, au prix d'une dégradation dramatique et irréversible de l'écosphère. On le sait, il faudrait plusieurs planètes pour rendre possible l'universalisation du standard occidental d'organisation de la production et de la consommation.

Toutes ces considérations peuvent se résumer en une question dramatiquement simple : l'espoir utilitariste porté par l'Occident depuis des siècles aura été celui d'un dépassement du conflit entre les hommes par l'accroissement de la prospérité matérielle de tous. Une telle croissance sans limites devient désormais de plus en plus problématique : saurons-nous, en l'absence d'une croissance infinie, trouver les moyens de vivre ensemble, démocratiquement et d'une vie digne, sans nous massacrer les uns les autres ?

1 Sigle repris par les analystes politico-économistes pour désigner l'ensemble hétérogène constitué par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, auxquels on ajoute parfois l'Afrique du Sud (South Africa) – selon leurs initiales en anglais, BRIC(S) – et qui, en raison des taux de croissance élevés qu'ils connaissent depuis les années 1990, sont parvenus à constituer une masse économique qui pèse maintenant de manière importante par rapport aux anciennes puissances industrielles.

*Au-delà de l'utilitarisme, convivialisme
et principe de commune humanité*

Que pourrait donc signifier le projet de trouver à la démocratie des fondements non ou anti-utilitaristes, appuyés sur l'idée que, bien sûr, les considérations utilitaires sont d'une extrême importance, mais que tout aussi ou plus important encore pour les êtres humains est l'exigence que leur vie fasse sens ? La source d'inspiration principale ici est à rechercher dans ce qui reste la plus grande œuvre anthropologique du xx^e siècle, l'*Essai sur le don* (1924), de Marcel Mauss, l'héritier intellectuel d'Émile Durkheim fondateur de l'École sociologique française. Dans ce texte qui rassemble tout le savoir ethnologique de son temps, Mauss établit que les sociétés archaïques ne reposaient nullement sur des fondements utilitaristes, le marché ou le troc, l'achat, la vente ou le contrat mais sur ce qu'il appelle la triple obligation de donner, recevoir et rendre. Sur l'obligation, autrement dit, de rivaliser de superbe et de générosité pour être reconnu comme pleinement humain. Ce qu'expose Mauss est donc une conception politique du don, et réciproquement. Le don – et mieux vaudrait d'ailleurs dire le défi du don – est cet opérateur paradoxal qui permet aux guerriers de transformer les ennemis en alliés, de passer de la guerre à la paix, donc, et complémentairement, via le don des femmes et des enfants, de nouer alliance également avec les générations passées et futures, passant ainsi de la mort et de la stérilité à la vie et à la créativité.

Si le don a cette vertu pacificatrice, c'est parce qu'il symbolise la reconnaissance que les hommes en conflit se donnent de leur valeur humaine réciproque. Il affirme qu'avant même de pouvoir commencer à produire et à échanger des biens matériels utiles, il faut commencer par faire la paix en s'accordant mutuellement une reconnaissance première inconditionnelle. Dans le cadre des petites sociétés, cette reconnaissance par le don a d'abord été obtenue dans le registre de l'interconnaissance personnelle. Elle s'est ensuite déployée au sein de grandes sociétés dans le cadre des grandes religions-mondes et/ou dans celui des nations. Il faut désormais, à l'échelle de la très grande société-monde qui s'esquisse, la mettre en œuvre entre les nations, les cultures et les religions.

C'est ce que devra apprendre à faire une idéologie politique d'un nouveau type qu'il est possible d'identifier par provision sous l'étiquette de *convivialisme*. Libéralisme, socialisme ou communisme, ou même anarchisme auront été autant de modalités d'une philosophie politique utilitariste tenant la croissance indéfinie de la prospérité matérielle pour l'*alpha* et l'*oméga*, pour la réponse par excellence à l'aspiration démocratique. Le convivialisme, qui hérite de tous les acquis de ces grandes idéologies politiques des XVIII^e et XIX^e siècles (et, plus largement, de l'éthique de base de toutes les grandes religions), pose la question de savoir comment *bien vivre ensemble* et comment bâtir

une ou des démocraties dans le monde entier même s'il n'y a pas ou plus de croissance économique mondiale continue. Il s'affronte donc directement à la question cruciale de notre temps qui est celle des moyens de lutter contre la démesure, l'*hubris* : comment l'humanité peut-elle apprendre à s'autolimiter² ?

Ici aussi, de multiples réponses interdépendantes sont à envisager. Mais la direction générale doit nécessairement être la suivante. Le principe de base du convivialisme consiste dans l'affirmation de la *commune humanité* et de la *commune socialité* de tous les êtres humains. La prise au sérieux de ce principe, qui excède et précède toute considération utilitariste, implique la subordination de toute mesure politique au respect prioritaire de la dignité humaine, matérielle et morale. Ce principe de commune humanité a deux corrélats nécessaires, visant à éviter que certains ne tombent dans un état de sous-humanité, premier corrélat, et que d'autres, second corrélat, n'aspirent à basculer dans un état de supra-humanité. Ces deux corrélats sont à décliner tant à l'intérieur de chaque État qu'à l'échelon de la planète.

Concrètement, le premier corrélat rejoint la proposition qu'avait développée Thomas Paine dans son libelle. Le seul moyen, écrivait-il, de convertir l'immense majorité des humains à la certitude que la

2 Des collègues japonais nous ont rappelé fort à propos un précepte de vie bouddhiste zen : *je sais me contenter tout simplement.*

civilisation est préférable à l'état de nature est de leur accorder inconditionnellement un revenu minimum leur permettant d'échapper à la misère. Généralisons : dans la société conviviale qu'il revient au XXI^e siècle d'édifier de toute urgence, la source première de la légitimité des États et des gouvernements résidera dans leur capacité à assurer effectivement à tous leurs citoyens les conditions matérielles d'existence de base, proportionnées à la situation générale du pays, quelles que soient leur race, leur religion ou leurs croyances.

Symétriquement, la première mesure à prendre pour lutter contre l'esprit de démesure qui s'est abattu sur le monde depuis ces vingt ou trente dernières années est de poser qu'aucun être humain n'est autorisé à jouir de richesses potentiellement infinies. Car les trop pauvres comme les trop riches ne peuvent assurément pas former société commune en participant d'une commune humanité. Ce propos n'est en lui-même porteur d'aucun égalitarisme radical ou dogmatique. C'est au débat démocratique qu'il appartiendra de déterminer quel est l'écart de richesse et de revenu désirable et acceptable. Mais il suffit de constater que l'écart de revenu entre les cent patrons américains les mieux payés et leurs salariés de base a été multiplié par vingt-cinq depuis 1970 pour se convaincre qu'il y a de la marge. Posons donc que, pour les pays occidentaux, le retour le plus rapide possible aux normes de répartition des revenus qui prévalaient encore dans les années 1970 doit désormais devenir une priorité absolue.

Plus généralement, il est difficile de croire que la planète pourra éviter le choc des civilisations, thèse que Huntington lançait en 1993 et que la chute des tours en 2001 a crédibilisé dans l'opinion publique, si les terrorismes multiples peuvent continuer à s'alimenter du scandale insoutenable que représente l'indigence matérielle dans laquelle survit difficilement une part importante de l'humanité. Près d'un milliard de personnes sont mal nourries sur cette planète³ tandis que, nous rappelle Patrick Viveret (*cf. infra*), 225 personnes dans le monde possèdent une fortune personnelle équivalente au revenu de 2,5 milliards d'êtres humains. La seule réduction des inégalités matérielles à l'intérieur des pays occidentaux ne sera donc pas suffisante.

Tout le monde sait que les mesures mondiales en faveur de l'éradication de la pauvreté sont restées jusqu'ici trop timides et que les objectifs du millénaire, affichés dans cet esprit pour 2015, seront loin d'être atteints. Il faudra des mesures autrement plus radicales que celles qui ont été adoptées jusqu'à présent pour obtenir des résultats et éloigner le spectre de l'insécurité internationale qui se nourrit au moins partiellement de cette situation. Concrètement, cela signifie que, pour les populations les plus nombreuses, la croissance matérielle restera longtemps encore à l'ordre du jour. Dans

3 Rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), données pour 2009.

les limites, toutefois, des ressources environnementales en voie d'épuisement rapide. Et donc toujours plus onéreuses.

On le pressent : c'est à un gigantesque rééquilibrage planétaire qu'il va falloir rapidement procéder : entre Humanité et Nature, entre riches et pauvres de l'Occident, entre monde occidental et non occidental. Rien de tout cela ne sera possible sans un accord universalisable sur les normes d'une juste distribution des ressources.

Concluons que si l'humanité acceptait de prendre résolument au sérieux l'affirmation du principe inconditionnel de commune humanité et ses corrélats : l'institution conjointe d'un revenu minimum et d'un revenu maximum, la mise en place d'un véritable programme d'éradication planétaire de l'extrême pauvreté et l'ouverture multipolaire des institutions internationales, alors elle se donnerait de vraies chances d'éviter la double catastrophe qui la guette à brève échéance : celle d'une dégradation dramatique et irréversible de l'environnement naturel et celle du déchaînement de la guerre de tous contre tous.